

## "Paradise Papers" : la reine d'Angleterre et des proches de Justin Trudeau parmi les clients



Une nouvelle enquête lève le voile sur les clients des paradis fiscaux.

Dix-huit mois après les "Panama Papers" portant sur la fraude fiscale, le Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ), regroupant 96 médias de 67 pays, a commencé à dévoiler les "Paradise Papers". S'appuyant sur une fuite de 13,5 millions de documents financiers (provenant notamment d'un cabinet international d'avocats basé aux Bermudes, Appleby, obtenus par le journal allemand Süddeutsche Zeitung), une enquête journalistique internationale a levé le voile sur des clients des paradis fiscaux. Parmi eux, on retrouve notamment la reine Elizabeth II, des proches de Justin Trudeau, de Donald Trump et de Vladimir Poutine.

### Les placements offshore de la reine Elizabeth II

Selon les documents, au Royaume-Uni, 10 millions de livres (11,3 millions d'euros) d'avoirs de la reine d'Angleterre ont été placés dans des fonds aux îles Caïmans et aux Bermudes, affirment la BBC et The Guardian. Ces investissements ont été réalisés via le duché de Lancaster, domaine privé de la souveraine et source de ses revenus, et investis dans de nombreuses sociétés, dont Brighthouse, une entreprise de location avec option d'achat de meubles et de matériel informatique.

"Tous nos investissements font l'objet d'un audit complet et sont légitimes", s'est défendue une porte-parole du duché de Lancaster. "Nous effectuons un certain nombre d'investissements, dont quelques avec des fonds à l'étranger". Selon elle, ces derniers ne représentent que 0,3% de la valeur totale du duché. Quant à l'investissement dans Brighthouse, il est réalisé "via une tierce partie", et représente 0,0006% de la valeur du duché, a-t-elle ajouté.

### Des liens entre un ministre de Donald Trump et des proches de Vladimir Poutine

De son côté, New York Times indique que le secrétaire d'Etat au commerce de Donald Trump, Wilbur Ross, a gardé des participations dans une société de transport maritime, Navigator Holdings. L'un des principaux clients de cette dernière est une entreprise russe de gaz et produits pétrochimiques Sibur, dont l'un des propriétaires est Guennadi Timtchenko. Cet oligarque proche du président russe, Vladimir Poutine, a été sanctionné par le Trésor américain après l'invasion de la Crimée par Moscou. Sibur est également en lien avec Kirill Chamalov, qui est marié à la plus jeune fille de Vladimir Poutine.

De son côté, le département du Commerce a réagi dans un communiqué, transmis à l'AFP. "Le secrétaire Ross n'a pas participé à la décision de Navigator de faire affaire avec Sibur", qui "n'était pas sous sanctions à cette époque pas plus que maintenant", indique le texte. Il n'a en outre "jamais rencontré les actionnaires de Sibur mentionnés", ajoute-t-il, assurant que le ministre respectait les normes éthiques du gouvernement. Cette révélation pourrait toutefois mettre à mal Donald Trump dont la présidence est toujours empoisonnée par les enquêtes sur une éventuelle collusion entre son équipe de campagne et Moscou.

---

## **Un proche de Justin Trudeau empêtré dans le scandale**

Parmi les autres clients de Navigator Holding figure également le groupe pétrolier d'Etat vénézuélien PDVSA, frappé par des sanctions de Washington depuis l'été.

Au Canada, alors que le Premier ministre, Justin Trudeau, a fait de la lutte contre les paradis fiscaux une de ses priorités, son ami le milliardaire Stephen Bronfman se trouve également empêtré dans ce scandale. A la tête de l'ex-société de vins et spiritueux Seagram, il a placé avec son parrain Leo Kolber 60 millions de dollars américains (52 millions d'euros) dans une société offshore aux Iles Caïmans, selon le Toronto Star.